L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 29 JUIN 1882. 55me Année.

Dufour, Bonnet & Cie.,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI, 29 JUIN 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Huitième deux feuilles.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Huitième deux feuilles.

VENTES A L'ENCAN.

Par E. Curtis, au N° 60 rue St-Pierre, près Royale, un bel ameublement de salon, etc.

L'immigration---La réforme du service civil.

Les citoyens de l'Etat de la Floride, désireux de voir l'immigration se porter sur leurs terres et les féconder, y sont aidés par le département de l'agriculture, récemment établi à Washington. Simplement écrite, comme doit l'être tout document qui traite de ces matières, la brochure que vient de mettre au jour ce département contient une description de la Floride, parle de son climat, de la nature de son sol, de ses productions. Elle est l'œuvre de MM. George B. Carse et James H. Foss.

On assure que cet opuscule fera plus que cent agences pour attirer l'émigration dans la Floride.

C'est là un exemple que la Louisiane doit suivre. Nous avons ici des hommes spéciaux qui connaissent à fond notre sol et les ressources qu'il offre à qui sait les féconder. Un simple exposé des faits, dépouillé de tout ornement de style, clair, limpide, court surtout, pourrait avoir un succès considérable. Jusqu'ici, les descriptions de notre sol, de ses produits variés, de son climat, ont été verbeuses et enthousiastes. On n'en est déjà. Si elle émanait du secrétaire de l'agriculture, l'effet qu'elle produirait serait bien plus grand que si elle était l'œuvre d'un simple écrivain.

Est-ce que nos représentants au Congrès ne pourraient pas obtenir du département, pour la Louisiane, ce que l'Etat de la Floride a obtenu pour lui-même ?

La Louisiane, à part ses produits agricoles qui figurent sur tous les marchés de l'Europe, est curieuse à observer; ses plaines, ses prairies, ses forêts de chênes, et surtout ses forêts de pins, offrent au touriste un spectacle qui varie à chaque instant. Il suffirait même, pour la révéler, de prendre dans le rapport spécial du recensement de M. Hilgard, tout ce qui a rapport à ce double point de vue ! Il importe avant tout que ce qui est destiné à être lu par le peuple soit bref, net et précis. La brochure que nous sollicitons de nos savants devrait remplir ces conditions.

Nos législateurs, aujourd'hui réunis à Baton-Rouge, ne saront-ils pas frappés des avantages que la Floride retire déjà du rapport qui la fait mieux connaître, et ne tenteront-ils pas d'exposer, dans un récit de quelques pages, les richesses qu'offre notre sol, richesses supérieures à celles qu'présente l'Etat voisin.

Nous croyons le moment favorable pour tenter un effort afin d'attirer les émigrants parmi nous. Les grèves qui ont éclaté dans le Nord et dans l'Ouest, les déclarations peu amicales des grévistes envers le travail étranger, tout concourt à forcer l'émigration de chercher les régions où elle peut encore trouver les bienfaits que l'Ouest lui a fournis si longtemps. Le Nord et l'Ouest ont été la terre promise de l'émigrant ; ils lui deviennent hostiles, mais le Sud est là, qui l'appelle.

A l'œuvre donc, et que nos représentants, maintenant que la session touche à sa fin, consacrent leur activité et leur patriotisme à la réalisation de l'invasion souhaitée.

—Les partisans de la réforme du service civil, ont eu, à Philadelphie, une réunion nombreuse et y ont adopté des résolutions dont voici un résumé :

"L'abandon des principes, par les hommes qui ont juré de les soutenir, ne peut inspirer que du dégoût.

"L'énoncé de principe du parti républicain, qui a dit Chester A. Arthur à la vice-présidence des Etats-Unis, affirmait la convenance d'une réforme dans le service civil.

"En acceptant la vice-présidence, et dans son dernier message au Congrès, après être arrivé au fauteuil présidentiel, M. Arthur a approuvé le principe de la réforme et exprimé ses intentions d'entrer dans cette voie. Le fait d'avoir envoyé un message au Congrès dans ce sens est un engagement pris devant le pays.

"Depuis que les engagements ont été pris publiquement, solennellement le parti de la réforme civile, de Philadelphie, a observé que les agissements de l'administration sont en sens inverse des principes émis par M. Arthur. Des mandées coupables, ayant pour but de forcer les employés du gouvernement de concourir en vue d'assurer, à la prochaine élection présidentielle, le succès d'un républicain, se poursuivent ouvertement, sans que le président les arrête d'un mot. A Washington, dans les grandes villes de l'Union, il en est de même. L'association de la réforme civile, de Philadelphie, a jugé à propos de dénoncer, au peuple américain, l'administration infidèle à ses serments, et de la rendre ainsi responsable des conséquences fatales qui résulteront du maintien d'une politique fondée sur la corruption."

Cette résolution sont graves. Elle atteint de la façon violente d'une partie de la population de la seconde ville des Etats-Unis, l'atmosphère politique. Résolutions et publiées par la presse, elles auront pour résultat d'en provoquer de semblables dans d'autres grandes villes. Le discours du sénateur Pendleton, que nous avons mentionné hier, et les résolutions des Philadelphiens ouvrent, avec un certain éclat, la campagne présidentielle, et font honneur au parti démocrate, dont ils expriment les idées.

—Un Bittenbinder est un homme ivrogne.

Les journaux mexicains en louent beaucoup des cuisses italiennes, qui se livrent actuellement à leurs travaux. Un grand nombre d'entr'eux ont dû à Nacam, 50 et à leurs parents d'Italie de venir les joindre. D'autre part, ces mêmes journaux annoncent qu'une puissante compagnie s'est formée à Londres pour coloniser au Mexique des colons irlandais. Cinquante familles venues des Iles Canaries y ont établies dans le Tamaulipas. Si ce qualmé d'immigration s'accentue et s'établit d'une manière permanente, le mouvement n'est pas dirigé vers le Mexique comme présentant un monde le peuple le plus en vitrine.

La quarantaine de vingt jours.

On sait que le gouverneur vient de conseiller au bureau de santé d'ordonner une quarantaine d'un moins vingt jours pour tous les navires arrivés de ports infectés, et que le bureau, après de vifs débats, a remis sa décision à la séance de ce soir.

Dans le cours de la discussion, M. le Dr Formento a fait la motion qu'un navire ne fît pas détour plus de dix jours, à moins que la nécessité d'une plus longue détention fût démontrée, mais que, si les circonstances l'exigeaient, la quarantaine fût maintenue tant que le bureau le jugerait convenable.

Nous sommes d'avis que la proposition du Dr Formento est sage, et nous espérons que ses collègues l'adopteront. Il nous semble qu'elle offre les garanties désirables et écarte la possibilité d'injustice ou d'action arbitraire.

Le bureau de santé, en la sanctionnant, conserverait à notre port, durant la saison d'été, le service de plusieurs lignes de steamers, qui nous abandonneraient certainement si la quarantaine de vingt jours leur était imposée, et elles nous abandonneraient parce qu'une pareille détention leur causerait des pertes considérables.

La salubrité publique est la loi suprême, mais dans l'état actuel de notre commerce, il ne faudrait pas, sans raisons majeures, nous soumettre à un sacrifice tel que celui qui nous est demandé.

La dette de la ville.—Comme nous l'avions prévu, la Chambre des Représentants n'a pas hésité à voter le bill relatif au règlement de la dette de la Nile-Orléans. Le gouverneur a son tour s'empressera de le signer. La loi sera-t-elle accueillie favorablement par les porteurs de bons consolidés ? Nous le saurons bientôt.

Une dépêche particulière adressée, de Washington, au *Times-Democrat*, à la date du 27 du courant, annonce à notre confrère que le général R. L. Gibson est parti, ce jour-là, de la capitale, pour Princeton, [New Jersey] où il va s'entendre avec M. Paul Tulane relativement à la donation que M. Tulane a faite à la Nouvelle-Orléans.

Le concours militaire à Louisville.

Le concours militaire entre les Crescent Rifles de la Nile-Orléans, les Porter Rifles de Nashville et les Chickasaw Guards de Memphis, a eu lieu hier à Louisville. Les juges ne rendront leur décision qu'aujourd'hui. Voici le télégramme que nous adresse notre correspondant de Louisville :

Louisville, 28 juin.

L'impression générale est que les Crescent Rifles ont remporté le premier prix. Il n'a pas encore été rendu de décision officielle. E. D.

—M. F. Werlein, marchand de pianos bien connu de cette ville, 135 rue du Canal, offre en vente un assortiment de superbes pianos des fabriques Chickering, Mathushek, Hardman, et autres, à des conditions faciles. Le prétendu des pianos Chickering et Mathushek est intermédiaire entre ceux-ci ainsi tous les jours. A une solidité de construction, ils joignent une élasticité de touche et une très grande pureté de ton. Il est public qui avait à aller admirer ce vaste assortiment d'instruments, où à se procurer un catalogue illustré renfermant la date des prix. Instruments en location ou en vente pour des pianomanes occasionnel ou mensuel. Pianos et orgues accordés et réparés. On trouvera au magasin de M. Werlein des instruments de musique nouveaux et étrangers de toute genre ainsi que toutes les nouveautés musicales, aux prix les plus réduits de la ville, en gros et au détail. M. et Mme Elie, depuis longtemps attachés au genre d'affaires, sont attachés à la maison Werlein.

—Ceux qui ont essayé du Malakoff Bitters sont le plus grand éloge comme tonique anti-bilieux.

Horsford's Acid Phosphate

Comme tonique cérébral.

Le Dr E. W. ROBERISON, Cleveland, O. dit : "D'après mes expériences, je puis cordialement le recommander comme tonique cérébre et nerveux, surtout dans les cas de débilité nerveuse, de dyspepsie nerveuse, etc., etc.

Gomstock pianos.—Au prix du grande valeur : un magnifique piano droit de "Miller", un superbe piano Brewstersm & Fuller, un orgue de salon, un violon, une belle à musique salons, une guitare, représentant en tout une valeur de

1955 piastres.

A ceux qui achèteront du papier à musique pour une valeur d'une piastre, au magasin de J'aime Hart, 191 rue du Canal, il sera donné gratis un billet leur donnant droit à une chance et qui pourra leur valoir la possession de l'un des six prix de valeur ci-dessus mentionnés.

Rappelez-vous que vous recevrez la pleine valeur de l'argent que vous aurez dépensé en musique, et que vous avez en outre un billet gratis. Demandez à voir le catalogue.

—C'est demain, Vendredi, 30 juin, que Guiteau doit être pendu. Les stalwarts doivent avoir hâte de voir disparaître cet homme que leurs doctrines avaient excité au point de lui faire perdre la raison. C'est une figure qui restera. Le mort ne peut qu'ajouter à sa célébrité.

L'Italie publie la note suivante :

La commission pour le monument à Victor-Emmanuel s'est réunie de nouveau pour s'entendre sur le projet de loi qui sera présenté lundi prochain à la Chambre. Il a été décidé que la construction du nouveau monument devra commencer le 1er janvier 1884. Le ministère demandra l'urgence pour cette loi, afin qu'elle puisse être approuvée avant que la Chambre termine ses travaux.

Voici les principaux passages du discours prononcé par M. Farini sur la tombe de Garibaldi :

"Sacré dément, d'où éclata un jour ce cri fatitique : "L'Italie et Victor-Emmanuel !" s'élève aujourd'hui un gémissement déchirant et plein d'angoisse.

"Ici le roi et le peuple pleurent ensemble, c'est la voix de la patrie désolée.

"De ce cercueil le génie de la patrie et de la liberté prendra désormais son essor pour entreprendre de grandes choses. Il s'incline devant cette tombe et je salue, au nom de la Chambre des députés, la dépouille du fort, de l'invincible, du grand citoyen."

Les listes de souscription sur toute la surface du territoire allemand portaient, pour l'année 1881, le nombre de 1,154,257 hommes. Sur ce nombre, 123,366 hommes ont été incorporés dans l'armée active auxquels il faut ajouter 18,002 engagés volontaires.

10,929 conscrits de l'armée de terre et 1,438 de la marine ont été condamnés en 1881 comme réfractaires. 12,422 de l'armée de terre et 584 de la marine ne sont pas encore jugés.

Dans ces chiffres n'est pas comprise la Bavière, qui avait 102.724 hommes sur ses listes. 17,622 ont été incorporés et il y a en 1,896 engagés volontaires. Il y a en 646 condamnations de réfractaires et 343 dont le procès n'est pas encore jugé.

—Les journaux prussiens annoncent que deux agents de la police secrète russe sont arrivés à Posen afin de s'enquérir comment les journaux de cette ville peuvent publier des documents qui ne sont connus que de Pontourage immédiat du tsar.

L'Indépendance belge a reçu la dépêche qui suit, d'Interbourg, sur la frontière russe :

Des avis authentiques de Dieze, dans le gouvernement de Vilna, signalent de graves désordres anti-sémitiques qui se poursuivent depuis le 5|17 mai. Des agents secrets seraient arrivés dans cette ville.

Dans le district de Glubokowe, plusieurs grands propriétaires ont été chassés par les paysans qui se partagent leurs biens. Les paysans abattent leurs forêts.

La consolidation Selzer des fortifications, qui a coûté à Berne sous la présidence de Kasimir Pfyffer, s'est prononcée à l'unanimité contre la cessation d'une forteresse centrale, et a adopté le système des plusieurs points fortifiés sur la surface de la République. Ce dernier est beaucoup moins coûteux.

FRANCE.

(Correspondance particulière de l'ABEILLE)

Coup-d'œil sur la politique française. —Les partis.—La question d'Egypte.—Le ministère.—Beaux-arts —Le ministre américain.—MM. Jules Brulatour et Henri Vignaud. —Le traité de commerce franco-américain.

Paris, 12 juin 1882.

Il s'est opéré, depuis un an, un singulier travail de transformation et d'élaboration dans le parti républicain, et quelques explications sont nécessaires pour faire comprendre la signification des événements qui ont amené la situation actuelle. On ne pouvait assurément espérer qu'après l'avènement de M. Grévy à la présidence de la République, il serait possible de maintenir longtemps l'admirable unité qui avait permis au parti républicain de triompher de ses adversaires et d'arriver au but auquel tendaient ses efforts : la république gouvernée par des républicains. L'inaptitude minoritée à laquelle se trouvaient réduits les anciens partis, laissait le champ libre aux vainqueurs et, du moment où ceux-ci allaient avoir à affirmer une politique nouvelle, il fallait s'attendre à ce que des désaccords surgissent entre eux sur les réformes à effectuer. Le moment semblait venu de donner aux institutions républicaines le ressort indispensable de deux grands partis, tous deux attachés au succès et au développement de la République, l'un se rattachant au passé par ses tendances conservatrices et devant servir de modérateur, l'autre progressiste et réformateur préparant les voies à l'avenir. Mais il était naturel que l'un et l'autre de ces partis s'appuyassent sur la liberté ; leurs dissidences, on devait le croire, ne devaient résulter que de questions d'opportunité. Aussi supposait-on que les divers groupes républicains arriveraient à n'en former que deux, l'un de gauche, l'autre d'extrême gauche. Ce n'est pas ainsi que les choses se sont passées. Au lieu d'une rupture par le milieu, ou à peu près, laissant d'un côté une majorité et de l'autre une forte minorité aspirant à devenir majorité à son tour, il s'est opéré plusieurs cassures qui ont formé des troupes indépendantes, dont aucun ne constitue une moitié. C'est de là, surtout et à la chûte du ministère Gambetta qu'a été dû cet étrange phénomène d'un nouveau groupement suivi d'un déplacement de programmes. Je ne veux pas entrer dans les questions de personnes, ni faire la part des responsabilités, je me contente de constater les faits.

Avant l'avènement du ministère Gambetta, le parti républicain se composait de quatre groupes distincts : le centre gauche, la gauche, l'union républicaine et l'extrême gauche. Actuellement, nous avons l'union démocratique qui forme le noyau de la majorité ministérielle, sans constituer par elle-même la majorité, l'union républicaine réformée qui est l'opposition gambettiste, la gauche radicale composant 50 membres de l'ancienne union républicaine et l'extrême gauche. Or, l'union démocratique est devenue beaucoup plus libérale que l'ancienne gauche, tandis que la nouvelle union républicaine, renonçant au programme de l'ancienne, est devenue autoritaire. C'est un chassé-croisé excessivement curieux à observer.

Autorité ou liberté, centralisation ou décentralisation, voilà les nouveaux termes de lutte entre les différents groupes républicains. On accuse naturellement les nouveaux autoritaires de palinodie, mais il n'y a pas qu'eux qui aient changé. Les impérialistes sont-ils pas devenus amoureux de la liberté ? Qu'y a-t-il au fond de tout cela ? Des luttes parlementaires pour lesquelles on cherche des prétextes, mais qui ne reposent pas sur des convictions bien nettes. Beaucoup de confusion dans les esprits, voilà ce qu'on peut constater dans plusieurs votes de la Chambre, et notamment dans les votes par lesquels elle a, hier, approuvé la suppression de l'inamovibilité des juge et le principe de la magistrature élective, contrairement aux vues du ministère. Le droite qui avait voté contre la suppression de l'inamovibilité, a voté ensuite pour l'élection des juges dans le but d'enterrer la réforme judiciaire ; et, d'un autre côté, les gambettistes ont presque fait vote négativement sur les deux questions, tandis que la gauche radicale et l'extrême gauche ont pris parti contre le projet du gouvernement.

Sur plusieurs des projets de réforme pendants, on verra se reproduire la même confusion, parce qu'il n'y a réellement pas de majorité ministérielle dans la Chambre, c'est-à dire de majorité ayant un programme commun de réformes. Ce qui est certain, c'est qu'il y a une majorité anti gambettiste, qui se retrouve lorsque l'occasion se présente. On l'a bien vu, lors de l'interpellation sur les affaires d'Egypte. Gambetta a été fort applaudi, mais beaucoup de ceux qui l'ont applaudi, ont voté l'ordre du jour de confiance demandé par M. de Freycinet.

C'est une question bien épineuse que cette affaire d'Egypte et je souhaite vivement que notre diplomatie s'en tire à son honneur. En ce moment, la Turquie paraît avoir l'avantage sur la France et l'Angleterre, mais le dernier mot n'est pas prononcé et c'est surtout en Orient qu'il est vrai de dire "attendons la fin." M. de Freycinet n'est pas responsable des difficultés d'une situation qui remonte à la première révolte des colonels, et s'il a exagéré la prudence, c'est qu'il connaissait bien le sentiment du pays et celui de la Chambre, sentiment qui est opposé à toute nouvelle expédition en Afrique. On a déjà un essai de l'expédition de Tunisie qui est loin d'être populaire.

Néanmoins, un échec diplomatique en Orient produirait une fâcheuse impression et compromettrait probablement l'existence du cabinet. Les organes gambettistes occupaient à l'avance, peut-être prématurément, cet échec en dirigeant de violentes attaques contre le ministre des affaires étrangères. Il est été plus habile de leur parer de s'abstenir d'ajouter dans un pareil moment aux difficultés de la diplomatie, car ils se font accuser de manquer de patriotisme. Mais ona été injuste pour M. Gambetta, et son champions trop zélés le sont, à leur tour, pour son successeur.

On ne peut pas dire que le ministère soit ébranlé, mais à certains symptômes, et à la tournure que prennent les discussions sur les projets de réformes, on peut se demander si son existence sera de longue durée. Et, dans l'éventualité d'une nouvelle crise ministérielle, on s'inquiète déjà de la difficulté qu'éprouverait le Président Grévy à en constituer un autre cabinet. Je ne chercherai pas à percer les voiles de l'avenir. A chaque jour sa peine.

Le pays continue à faire ses affaires et le peuple des campagnes se familiarise de plus en plus avec le *self gouvernment* par des pénétrations de plus en plus multiplient de tous les côtés. Comices agricoles, conférences, commissions scolaires et autres, fournissent aux citoyens l'occasion de se former à la vie politique et de faire preuve d'initiative. Les progrès accomplis depuis trois ans, dans l'enseignement, ont été immenses ; l'élan continue, et cette guerre à l'ignorance est la meilleure sauvegarde des institutions républicaines.

A Paris, en ce moment, on ne parle qu'exposition de tableaux. Il y en a partout. D'abord le salon annuel, aux Champs-Elysées, puis l'exposition des œuvres de Courbet aux Beaux-Arts, celle des peintures de Baudry aux Tuileries, et une exposition des œuvres de quinze maîtres français et étrangers, rue de Sèze.

Bien que l'époque des départs pour la campagne approche, il y a encore beaucoup de fêtes, de réceptions, surtout dans la colonie américaine. Il y a longtemps que Paris n'avait eu un ministre américain aussi hospitalier que M. Morton. Il a fait inscrire artistiquement sur l'hôtel qu'il a loué pour les Etats-Unis, et il y donne des dîners et des soirées, dont Mme Morton fait les honneurs avec une grâce et une distinction parfaites. A la dernière grande soirée qui a eu lieu le 1er juin, des députés de l'extrême gauche se sont rencontrés sur ce terrain neutre avec une foule de personnages aristocratiques, et si on dans M. Clémenceau racontait d'une façon fort intéressante la discussion sur les affaires d'Egypte, à laquelle il avait pris part le jour même.

La colonie louisianaise a appris avec une certaine satisfaction la nomination de M. James Brulatour comme premier secrétaire de la légation de Paris. M. Brulatour est très répandu dans le monde parisien, et il apportera dans l'exercice de ses fonctions toutes les qualités requises pour se rendre utile au ministre et agréable à ses compatriotes. Les légations sont aussi dans nécessitées locales, parlant tous deux le français aussi bien que l'anglais, ce qui est indispensable à Paris. Si les amis de M. Henri Vignaud à la Nouvelle-Orléans s'étonnent de ce qu'il n'occupe à Paris que la place de second secrétaire, vous pouvez leur dire que c'est parce qu'il n'a pas voulu accepter celle de premier secrétaire qui lui a été offert dans différentes circonstances. J'ajouterai, ce qui est tout à l'honneur de M. Brulatour, que ce dernier, avant de solliciter sa nomination à Paris, a insisté auprès de M. Vignaud pour lui faire accepter le premier poste, et qu'au dernier moment même il lui a télégraphié de Washington pour renouveler ses instances. Ce n'est que sur le refus persistant de Vignaud, qui préfère son emploi modeste mais permanent à la place de premier secrétaire, que M. Brulatour s'est décidé à accepter le premier poste, sachant, d'ailleurs, qu'il pouvait compter sur l'expérience et le concours entier de son collègue.

Un dîner d'adieu a été donné à M. Roustan, quelques jours avant son départ pour Washington, par le comité pour le traité de commerce franco-américain, présidé par M. Foscher de Cacell, sénateur. Parmi ceux qui y assistaient, je citerai M. de Lesseps, M. Morton, M. Millaud, sénateur du Rhône, M. Gaston Ménier, M. Hte Okhuno, etc. Il s'y est dit des choses fort intéressantes, et M. Gaston Ménier a exprimé l'espoir que l'œuvre dont son père avait pris l'initiative, la conclusion d'un traité entre les deux grandes républiques, aurait dans le nouveau ministre français un utile et puissant auxiliaire. Le succès n'est peut-être pas proche, mais, tôt ou tard, les Etats-Unis arriveront à reconnaître l'erreur de leur régime de protectionisme exorbitant.

FELIX LIMET.

Changements dans la Légation des Etats-Unis en France.

Sous ce titre nous lisons dans le *Gaulois et Messager* (Paris) du 12 juin :

"Les dépêches télégraphiques des Etats-Unis ont annoncé la promotion de l'Hon. George P. Pomeroy, premier secrétaire de légation en France, au conseiller général d'Egypte, et la nomination de M. Ernest James Brulatour comme successeur. Tous se réjouiront de cette promotion bien méritée de M. Pomeroy qu'ouvrent le respect et l'estime de nos compatriotes à l'étranger. Leurs félicitations les plus cordiales, leurs meilleurs souhaits l'accompagnent à son entrée dans ses nouvelles et importantes fonctions.

"Ce changement a eu pour premier effet de surprendre et de faire regretter que le poste de Premier Secrétaire n'ait pas été offert à M. Vignaud qui, depuis huit ans est attaché à la Légation comme Second Secrétaire, et qui, par son énergie, par son dévouement à ses devoirs officiels, par sa courtoisie, par son obligeance, s'est conquis la plus haute estime, la plus entière considération. Nous sommes heureux de dire qu'il n'y a en lui ni négligence, ni ingratitude. En effet le gouvernement des Etats-Unis, appréciant pleinement les fidèles services de M. Vignaud, lui avait non-seulement offert cette succession de M. Pomeroy, mais encore avait insisté pour qu'il l'accepât. Mais cédant à des considérations d'un ordre personnel, il a préféré conserver sa position actuelle.

"Afin de montrer la haute estime en laquelle le gouvernement fédéral tient M. Vignaud, nous rappellerons ce fait que sous l'administration du président Grant, M. Fish, alors secrétaire d'Etat, lui offrit la place très élevée de juge du Tribunal International de l'Egypte, position qui exige une incorruptible intégrité et des capacités éminentes. On ne pouvait environ un jugement plus éclatant de confiance et de respect.

"Le service diplomatique ne compte pas un fonctionnaire plus fidèle, plus dévoué, plus populaire que M. Vignaud.

"M. Ernest James Brulatour, le nouveau Premier Secrétaire de la Légation des Etats-Unis à Paris, est né en Louisiane ; il est fils de M. P. E. Brulatour, l'un des citoyens les plus considérables de cet Etat. Il a reçu une éducation universitaire et a étudié le droit à Washington. Il s'est distingué comme secrétaire général de la Commission chargée de négocier un traité de Commerce Franco-Américain, et s'est montré là excellent économiste politique. Il a aussi représenté les Etats-Unis à la Conférence postale, où son service lui ont mérité les remerciements de son Gouvernement. Récemment, M. Brulatour avait mission d'entamer des négociations pour l'ouverture de l'Exposition Universelle de Rome, qui sera inaugurée en 1885, et il encore ses efforts étaient couronnés de succès."

Les difficultés égyptiennes.

Considérées dans leurs rapports avec la diplomatie française, les difficultés égyptiennes ont passé par trois phases, qui correspondent aux trois ministères successifs de MM. Barthélemy Saint-Hilaire, Gambetta et de Freycinet. La première période est déjà connue ; les documents qui la concernent sont devant le public depuis plusieurs semaines. Les événements dans lesquels M. de Freycinet a aujourd'hui une part de direction et de responsabilité ne sont pas encore accomplis et ne peuvent, par conséquent, être jugés d'une manière définitive. Quant au ministère de M. Gambetta, le Livre Bleu dont nous avons fait connaître avant hier les pièces principales nous permet de savoir aujourd'hui ce que cet homme d'Etat a voulu et essayé.

La dépêche dans laquelle lord Granville rend compte à lord Lyons de son entretien avec l'ambassadeur français n'en dit pas davantage, mais elle suffit pour faire deviner quelle était sur les intentions de M. Gambetta. Son but était d'amener l'Angleterre à une intervention à deux en Egypte, à une action assez énergique pour mettre fin à l'anarchie qui régnait au Caire, et assez prompte pour prévenir l'immixion des autres puissances dans les affaires du Nil. Il est impossible de dire si l'auteur de ce hardi projet aurait fini par le faire adopter à Londres.

Lord Granville écrivait de nouveau à lord Lyons quelques jours après, pour lui faire connaître la réponse du cabinet anglais aux ouvertures du gouvernement français ; le ministre, dans cette dépêche, reconnaissait la nécessité d'une union étroite et manifeste des deux pays quant à la conduite à suivre, mais il ne voulait entendre parler d'une occupation armée de l'Egypte, ni par l'une ou l'autre des deux puissances, séparément, ni à elles deux. En même temps et tout en reconnaissant les inconvénients, les dangers d'une intervention turque et d'une immixtion de l'Europe, lord Granville laissait entrevoir que c'était cependant vers ce parti qu'il penchait.

Il est vrai que la lettre de ce ministre est du 30 janvier, que M. Gambetta avait donné sa démission le 26, et que le gouvernement anglais s'adressait par conséquent à son successeur plus qu'à lui, et à un successeur dont on pouvait supposer qu'il ne serait pas disposé à épouser la politique du cabinet tombé. Si telles étaient les suppositions sous l'empire desquelles écrivait lord Granville, on doit ajouter qu'il ne s'était pas trompé. Dès que M. de Freycinet put s'entretenir des affaires égyptiennes avec lord Lyons, il commença par se déclarer opposé à une action armée de la France, seule, soit de concert avec l'Angleterre.

Nous sera-t-il permis de hasarder, sur les faits qui viennent d'être exposés, un jugement aussi *historique* que pouvant le rendre nos habitudes d'impartialité ? La politique de M. Gambetta, l'intervention effective à deux, était le seul parti conforme aux intérêts de la France ; il est vrai qu'il avait pour condition le consentement de l'Angleterre qu'il est été probablement fort difficile d'obtenir, qu'il avait pour obstacle l'étonnement inévitable des peuples, Chambres pour une nouvelle expédition, et enfin qu'il avait pour inconvénient de nous imposer l'obligation d'une immixtion toujours plus grande dans les affaires intérieures de l'Egypte.

Quant à la politique de M. de Freycinet, c'est-à-dire à l'intervention turque, nous ne dirons pas que c'est la plus fâcheuse des solutions qui se présentaient, mais nous dirons qu'elle risque de le devenir. Elle sera certainement très dommageable aux intérêts français, et une conférence européenne ne parviendra pas à en neutraliser les effets d'ici longtemps. Le prestige qu'en saphre la Turquie, et l'on ne voit malheureusement pas trop comment la conférence y parviendrait, alors même qu'elle le voudrait très sérieusement.

(*Le Temps.*)

Une définition de la franchise, par une femme :

La franchise consiste à dire correctement le mal qu'on pensait soi-même.

Nouvelles Télégraphiques.

Chronique de Paris.

Paris, 24 juin.—De la correspondance parisienne télégraphiée à l'Evening Telegram nous extrayons les passages suivants :

La loi sur le divorce adoptée en seconde lecture par la Chambre des députés n'étend plus que le sénatorien en février. Mais il est à craindre que devant la Chambre haute l'adoption de la loi ne trouve un grand nombre d'opposants tant dans la droite monarchiste que dans le groupe des libéraux dissidents présidé par M. Jules Simon. Aussi ne faut-il pas chanter victoire trop prématurément.

M. de Freycinet a totalement empêtré la Chambre par la netteté et la vigueur de ses déclarations au sujet de la politique du gouvernement dans les affaires égyptiennes. M. Gambetta, qui se trouvait à son banc, n'a pas pu ne pas donner son approbation à la déclaration, ce qui n'a cependant pas empêché le "République française" de publier le lendemain un premier Paris très alarmiste sur les affaires égyptiennes.

Les architectes se sont réunis dernièrement en congrès pour examiner le marché de l'art en architecture. D'après Garnier, qui nous pour un des plus compétents en cette matière, la tendance de l'architecture à notre époque est vers les styles Grec et Romain auquel vient s'ajouter un peu de Louis XIV.

Une exposition très étendue à Paris, vient de se mettre en grève, c'est celle des bouchers. Ils demandent une augmentation assez importante de leur salaire et une diminution dans les heures de travail.

Une autre grève aussi a failli éclater parmi les ballerines du théâtre de Châtelet à l'occasion faite par M. Rochard, le directeur, d'une diminution de salaire. Le jeune ballerines étaient s'est rassemblé en "meeting" mais Rochard, "Dieu ex machina", est apparu avec les engagements de ces demoiselles sous son bras et leur a démontré que les dits engagements lui permettaient à l'époque de l'été de diminuer de moitié les appointements et, comblant à Gambetta devant Mac-Mahon, il les a prises de sa connaissance et de se démettre. A l'exception d'une seule toutes ont repris leur maillot.

Et la police et les bandes armées.

Londres, 24 juin.—La police a surpris cinquante individus en train de faire l'exercice à Kilmore, comté de Roscommon, et est parvenue à en arrêter huit, dont trois ont été condamnés pour des suspects mis récemment en liberté.

La conférence et l'Autriche.

Paris, 24 juin.—La conférence, il y a tout lieu de le croire, aurait tenu jeudi en première séance réglé que s'il n'avait pas pu au gouvernement autrichien de négliger d'envoyer les instructions nécessaires à son représentant à Constantinople. Quand le fait a été connu des deux puissances occidentales, un échange de dépêches a eu lieu aussitôt entre M. de Freycinet et lord Granville, et le résultat a été qu'une communication vigoureuse en termes très Viennois a été adressée à l'Autriche par l'Angleterre et la France, qui déclarent que si l'Autriche maintenait son attitude isolée, elle serait responsable de tout ce qui pourrait survenir en Egypte. Cette communication, jointe au fait que le prince de Bismarck s'est déclaré décidé à faire participer l'Allemagne à la conférence, a eu un effet immédiat, et les instructions nécessaires ayant été transmises à l'ambassadeur d'Autriche, la conférence a pu se réunir dans l'après-midi d'hier. Les membres ont tous une longue séance.

Les évènements de Russie.

Saint Pétersbourg, 24 juin.—La police a saisi trente-huit livres de nitro glycérine et 150 livres de dynamite dans la maison qu'habite a visité Kl, entre une quantité de bombes du plus ancien modèle, dont dix étaient chargées. Quelques personnes arrêtées en trouvent plusieurs officiers de marine et une juive. Un dit aussi qu'une chaudière d'opprelle aurait été trouvée dans le canalet. Le major de hussards qui a été assassiné depuis quelque temps, mourant et crivelé par la police. Des agents d'Kl'Kl et encore le suivaient partout et l'étaient. Il avait été plusieurs fois condamné à une lame par son complice. Tout récemment mêmes il a, devant mes s'en douter, l'ami d'un agent de police qu'il avait habitude de rencontrer dans un restaurant. Jusqu'à présent quatre-vingt personnes environ ont été arrêtées.

Le Pionnier de l'Assomption, (Lac), du 24 juin :

Il a fait toute la semaine un temps excessivement chaud. Si hommes et bêtes ont quelque raison de se plaindre de cette température, il n'en est pas de même des récoltes. Ce temps leur est tout à fait favorable et leur a fait faire des progrès merveilleux. En quelques jours, l'avoine a doublé en grandeur, le maïs a son épis formé et pleine et le riz mûrit à vue d'œil.

—L'eau à quelque pas monté encore dans l'intérieur. Sur le bayou elle reste stationnaire et elle est assez haute pour permettre à nos planteurs d'inonder leurs champs de riz.

Le Journal d'Alsace apprend que la *Volkszeitung* deviendrait à Strasbourg, l'organe du parti progressiste allemand.

—Un décret du gouvernement français rend applicable aux colonies l'article 9 de la loi du 25 janvier 1873, sur le régime postal de la métropole, sur lequel l'Angleterre a tant insisté dans les lettres ou autres objets renfermant des pièces de monnaie, des matières d'or ou d'argent, des bijoux ou autres effets précieux ; d'insérer dans les objets recommandés, affranchis au prix du tarif réduit, des billets de banque ou valeurs payables au porteur ; d'exiter dans des boîtes, comme valeurs déclarées, des monnaies françaises ou étrangères.

—Les officiers du corps de la marine française viennent d'obtenir autorisée à faire usage, pendant la saison chaude, d'une casquette en toile blanche et d'un casque en liège. La casquette sera portée dans les ports, par les officiers en petite tenue avec le pantalon blanc. Le casque, accepté pour la tenue coloniale des corps de troupes de la marine, est autorisé pour tous les officiers des différents corps : 1° en toute saison dans les colonies et les mers des pays chauds ; 2° pendant l'été, dans les ports de la Méditerranée situés hors de France, et à la mer.

On écrit de Saint-Pétersbourg à la *Gazette de Vienne* que le conseil militaire supérieur a résolu de fortifier au plus vite les frontières occidentales de la Russie ; Lubin aussi que Kovno, qui se trouve sur les frontières allemandes seraient dirigés en forteresse de première classe ; un nouveau cercle qui doit servir de Bug relierait en outre la ville de Pinsk à Minsk, lesquelles se trouvent toutes deux dans le commandement du général Skobeloff. Ces travaux ont pour but d'arrêter une invasion éventuelle de l'ennemi jusqu'à ce que l'armée russe soit complètement mobilisée.

Les journaux autrichiens avaient annoncé que les élections municipales de Trieste avaient donné la majorité aux Irredentistes de l'Adriatique. La Correspondance Politique dit qu'il y a là une erreur matérielle et que c'est au contraire le parti des Italianissimi qui a réussi à faire passer ses candidats avec une majorité d'environ 230 voix.

Décédé hier, à 4 heures de l'après-midi, JEAN LACROUTE, âgé de 41 ans, natif de Bonnette, Basses-Pyrénées. Le convoi funèbre partira à 11 heures du soir de chez ses Valence et Dryades. Les amis et connaissances sont priés d'assister à son funérailles.

De la part de son épouse.

Pour cause d'Agrandissement.
Changement de domicile de la maison
F. GUEBLÉ,
Connue sous le nom de
Parisian SHIRT Manuf'ry,
No 90 RUE ST-CHARLES.
Ce magasin sera incessamment transféré No 127 rue du Canal, Maison Tauro.
Notre Etablissement, supérieur à Bruxelles et à Manchester, est le 1er à l'union local. Nos 25, 26 et 27 rue Conti.
Nous rappelons à nos amis et au public en général que les Chemises et le Linge de ce magasin de nos Ateliers sont strictement fabriqués à mesure, et que le même article ne peut être fourni que par quelques rares magasins de Paris. Par conséquent, rien qui ressemble de loin ou de près à ce qui est connu à Paris sous le nom d'Article Exposition, ou qui ait signifié la fabrication sous tous les rapports.
Notre Etablissement étant journellement recherché par notre Fabrique, nous avons dû, afin de ne pas gê